

Règlement de consultation

Marché de travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du Pôle gare

Chartres aménagement SPL représentée par son Président directeur général Franck MASSELUS

Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

Date et heure limites de réception des plis : le 23 janvier à 12h00 (délai de rigueur)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE	3
1.1 Nature et étendue des prestations	3
1.2 Décomposition en tranches	3
1.3 Délais d'exécution – Reconduction	3
1.4 Paiement et financement des prestations	3
ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION	4
2.1 Procédure de passation mise en œuvre	4
2.2 Contenu du dossier de consultation	4
2.3 Variantes	4
2.4 Délai de validité des offres	4
2.5 Mode de dévolution	4
2.7 Réalisation de prestations similaires	4
2.8 Modifications de détail au dossier de consultation	5
2.9 Visite	5
ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 Eléments nécessaires à la sélection des candidatures	6
4.2 Eléments nécessaires au choix de l'offre	7
ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE	7
5.1 Sélection des candidatures et jugement des offres	7
5.1.1 Critères de sélection des candidatures	7
5.1.2 Critères de jugement des offres	8
5.2 Attribution du marché	9
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
6.1 Nécessité d'un certificat de signature électronique	9
6.2 Prérequis technique nécessaire au dépôt d'un pli électronique	9
6.3 Dépôt d'un pli électronique	10
6.4 Faculté de dépôt d'une copie de sauvegarde du pli électronique	10
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
ARTICLE 8 – RECOURS	11
ANNEXE : DECLARATION SUR L'HONNEUR	12

ARTICLE 1 - OBJET ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

1.1 Nature et étendue des prestations

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du pôle gare.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Les circonstances particulières du chantier impliquent une coordination étroite avec les travaux des îlots Félibien et Saint Jean sur la rue du faubourg Saint Jean, en particulier l'îlot Saint Jean qui sera en construction. Ce qui implique une coactivité. Aussi la rue du faubourg Saint Jean a une entrée/sortie du pôle multimodal de la gare routière de Chartres, ce qui implique le flux de nombreux cars et bus. Enfin la rue accueille l'école privé Saint Jean qui doit continuer de fonctionner et d'accueillir des élèves durant toute la durée du marché de travaux. Le phasage des travaux lourds devant l'école sera préférentiellement durant les vacances scolaires pour gêner au moins possible le fonctionnement de l'école, une attention particulière devra être portée au maintien d'un accès sécurisé à l'école Saint-Jean durant l'ensemble des travaux.

Lieu d'exécution des travaux : ZAC Pôle gare – Chartres (28)

Le marché est alloté :

Les travaux sont répartis en 2 lots, traités par marchés séparés :

N° du lot	Désignation du lot
1	Enfouissements et éclairage
2	VRD et espaces verts

1.2 Décomposition en tranches

Il est prévu une décomposition en tranches.

Cette décomposition concerne tous les lots ou certains lots selon les modalités suivantes :

- **Lot n°1 : Enfouissements et éclairage**

Le lot comporte une (1) tranche ferme définie comme suit :

- **Tranche ferme :** Réalisation des travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du Pôle gare.

- **Lot n°2 : VRD et espaces verts**

Le lot comporte une (1) tranche ferme et une (1) tranche optionnelle définies comme suit :

- **Tranche ferme :** Travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du Pôle gare.
- **Tranche optionnelle :** Reprise des revêtements de chaussée et de trottoirs sur la partie basse de la rue du Faubourg Saint-Jean, entre la rue Félibien et l'entrée du Pôle d'échange multimodal, travaux réalisés en 2021 et encore en bon état.

Les pièces du marché déterminent, le cas échéant, les modalités de versement d'une indemnité de dédit, d'attente ou d'un rabais.

1.3 Durée, Délais d'exécution – Reconduction

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

Reconduction : Le marché ne sera pas reconduit.

1.4 Paiement et financement des prestations

Paiement à 60 jours à compter de la réception de la facture, par virement.

Marché financé par les emprunts, participation du Concédant et recettes de vente, fonds propres de la SPL.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation mise en œuvre

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

2.2 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

- Un acte d'engagement et ses annexes relatif à chaque lot ;
- Une annexe financière relatifs à chaque lot (BPU et/ou DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun aux lots
- Un cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes, relatif à chaque lot ;
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, commun aux lots ;
- Les pièces graphiques relatives aux lots ;
- Le présent règlement de la consultation ;
- Les rapports diagnostics amiante ;
- Les plans.

2.3 Variantes

2.3.1 Variantes exigées par le Maître d'ouvrage

Aucune variante n'est exigée par le Maître d'ouvrage.

2.3.2 Variantes autorisées par le Maître d'ouvrage

Pour le lot n°2, les candidats peuvent proposer des variantes portant **exclusivement** sur la structure et/ou le revêtement de la chaussée, dans une logique d'optimisation technique et économique.

Ils doivent toutefois impérativement remettre une offre conforme à la solution de base.

La remise de la variante devra être présentée dans un acte d'engagement distinct de celui relatif à la solution de base, avec mention explicite qu'il s'agit d'une proposition de variante.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché comporte des prestations supplémentaires éventuelles définies dans le CCTP.

Les candidats doivent impérativement répondre aux prestations supplémentaires éventuelles définies dans le C.C.T.P. Les propositions financières relatives à chaque prestation supplémentaire éventuelle seront intégrées dans l'acte d'engagement, qu'il s'agisse de la solution de base ou d'une solution variante.

L'absence de chiffrage d'une ou plusieurs prestations supplémentaires éventuelles emportera la qualification d'offre incomplète et conduira à son élimination.

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date de remise des offres.

2.6 Mode de dévolution

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

Le pouvoir adjudicateur ne se réserve pas le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir une forme de groupement. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de l'ensemble des autres membres du groupement.

Possibilité de présenter une offre pour :

- Un lot ;
- Plusieurs lots ;
- L'ensemble des lots.

Possibilité, pour chaque lot, de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements : Oui.

2.7 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application des dispositions du code de la commande publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Visite

Sans objet.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires via le site internet : <https://www.c-chartres-marches.fr/> et/ou <https://www.marches-securises.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises, il est vivement conseillé aux candidats de s'inscrire et de renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, **afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.**

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)
- Portable Document Format .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader par exemple)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

En cas de difficultés pour remettre leur pli sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser à la hotline : Tel : 04 92 90 93 27.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

Les candidats devront transmettre les pièces définies ci-dessous par voie dématérialisée. Les plis papiers ne seront pas acceptés.

4.1 Eléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes pour la partie "candidature" :

- 1 ➤ **Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent)** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est admis à déposer une offre, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité

- 2 ➤ **Une déclaration sur l'honneur** (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 complété sur ce point ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

- 3 ➤ Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

- 4 ➤ **Les pièces figurant dans le formulaire DC2 et définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières :**

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours de ces trois derniers exercices disponibles.

Capacités techniques et professionnelles :

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché,
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- Présentation d'une liste des principaux services similaires aux prestations du marché, effectués au cours des trois dernières années en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

- 5 ➤ Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
- 6 ➤ L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours).

Exigences minimums de capacité :

Pour le lot n°3 : qualibat 1351 ou qualipaysage P120 – E132 ou équivalents.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (cotraitant ou sous-traitant), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 2 ➤ à 6 ➤ ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

Pour la présentation des éléments de leur candidature :

- Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Dans le cadre d'un marché alloti, les candidats pourront remettre leurs pièces candidature une seule fois pour l'ensemble des lots auxquels ils candidatent. En revanche, une offre devra être remise pour chacun de ces lots.

Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature,
 - o d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - o et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
 - o d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais

- et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.

- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

4.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants pour la partie "Offre" :

- Un projet de marché comprenant :
 - L'acte d'engagement correspondant au lot auquel le candidat souhaite répondre et ses éventuelles annexes, dûment complété, daté et signé pour valoir offre de prix ;
 - Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations
 - **En cas de prix unitaires :**
 - Le bordereau des prix unitaires selon le cadre joint en annexe au cadre d'AE
 - Le détail estimatif selon le cadre joint en annexe au cadre d'AE
 - Le sous-détail des prix unitaires selon le cadre joint en annexe au cadre d'AE
 - **En cas de prix forfaitaires :**
 - L'état des prix forfaitaires selon le cadre joint en annexe au cadre d'AE
 - La décomposition du prix global forfaitaire ou des prix forfaitaires (détail estimatif selon le cadre estimatif joint en annexe au cadre d'AE

NB : Attention, le candidat devra s'assurer de la cohérence des quantités figurant dans la DPGF et remonter à l'acheteur le cas échéant les éventuelles incohérences avant la date limite de remise des offres.

- Le cas échéant, un projet avec variantes à présenter dans le respect des modalités prévues à l'article 2.3 ci-dessus pour le lot 2 ;

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), leurs annexes et autres pièces du DCE ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

- Le mémoire technique du candidat prenant en compte les éléments définis ci-dessous dans les critères et présentant notamment :
 - **Sous-critère 1 :** Analyse du site et de ses contraintes – 20%
 - **Sous-critère 2 :** Moyens humains et matériels dédiés à l'opération – 5%
 - **Sous-critère 3 :** Détail du phasage sous forme de carnet A4 ou A3, des protections et des déviations envisagées pour maintenir le site en fonctionnement - 50%
 - **Sous-critère 4 :** Détail de la méthodologie d'intervention – 10%
 - **Sous-critère 5 :** Détail du planning de réalisation – 15%

ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

5.1 Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1.1 Critères de sélection des candidatures

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues au code de la commande publique, pour les candidatures non éliminées en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Les critères suivants interviendront dans la sélection des candidatures :

- Capacité professionnelle ;
- Capacité technique ;
- Capacité financière.

Les candidatures seront examinées sur la base des informations demandées au terme du présent règlement. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.1.2 Critères de jugement des offres

5.1.2.1 Les critères

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon les critères suivants pondérés :

- **Critère « Valeur technique »** (coefficient de pondération : 40% de la note finale sur 20 points) appréciée à l'examen du mémoire technique, décomposée comme suit :

- **Sous-critère 1** : Analyse du site et de ses contraintes – 20%
- **Sous-critère 2** : Moyens humains et matériels dédiés à l'opération – 5%
- **Sous-critère 3** : Détail du phasage sous forme de carnet A4 ou A3, des protections et des déviations envisagées pour maintenir le site en fonctionnement - 50%
- **Sous-critère 4** : Détail de la méthodologie d'intervention – 10%
- **Sous-critère 5** : Détail du planning de réalisation – 15%

- **Critère « Prix »** (coefficient de pondération : 60% de la note finale).

- **Sous-critère 1** : Montant – 80 %
- **Sous-critère 2** : Cohérence du prix par rapport aux autres candidats, au référentiel de prix, à l'estimation du maître d'œuvre et des prix fournisseurs – 20 %

Pour la partie unitaire (Lot 1) : Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le DQE pour les mettre en harmonie avec le rectificatif.

Pour la partie forfaitaire (Lot 2) : Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre la décomposition du prix global forfaitaire et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que des montants inscrits à l'acte d'engagement. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à confirmer son prix indiqué à l'acte d'engagement ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.1.2.2 Méthode de notation

- **Critère « Valeur technique » et Sous-critère 2 du Critère « Prix »**

La notation des sous-critères du critère « Valeur technique » et du sous-critère 2 du critère « Prix » « *Cohérence du prix par rapport aux autres candidats, au référentiel de prix, à l'estimation du maître d'œuvre et des prix fournisseurs* » est effectuée suivant le barème suivant :

Offre de qualité nulle	1
Très insuffisante	2,5
Insuffisante	5
Peu satisfaisante	7,5
Moyenne	10
Assez satisfaisante	12,5
Satisfaisante	15
Très satisfaisante	17,5
Excellente	20

Lorsque des sous-critères sont prévus, la note obtenue pour le critère est la somme des notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère.

La note obtenue sera ensuite pondérée.

- **Sous-critère 1 « Montant » du Critère « Prix »**

Les offres seront évaluées comme suit :

Précisions :

Lot 1 : le montant de l'offre est évalué sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

Lot 2 : le montant de l'offre comprend :

- une part forfaitaire, issue de la DPGF ;
- une part unitaire, évaluée à partir du DQE résultant de l'application des prix du BPU.

Le montant analysé correspond à la somme de la part forfaitaire et de la part unitaire évaluée.

Méthode :

L'offre présentant le prix le plus bas recevra la note de 20 et deviendra le prix de référence. Les autres offres seront appréciées par application de la formule suivante :

$$P \times 20 / P(a)$$

Dans laquelle :

P = Prix le moins élevé

P(a) = Prix analysé La note obtenue sera ensuite pondérée.

La note obtenue sera ensuite pondérée.

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le

candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

5.2 Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

- Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :
 - Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
 - Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
 - Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
 - Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
 - Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et offres doivent être remises par la voie électronique, par le biais de

la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-securises.fr>

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

6.1 Nécessité d'un certificat de signature électronique

La signature électronique, comme la signature manuscrite, a pour fonction d'identifier la personne qui l'appose et de manifester son accord. Elle a la même valeur juridique que la signature manuscrite. Il est rappelé aux candidats que la seule signature électronique de fichiers .zip contenant les pièces ne vaut pas signature des documents figurant dans ces fichiers.

Pour signer électroniquement, il est nécessaire de disposer à la fois d'un certificat de signature électronique et d'une application logicielle.

Les informations concernant la signature électronique se trouvent sur le portail au lien suivant : www.marches-securises.fr

ATTENTION : Le délai d'obtention d'un certificat de signature électronique est en moyenne de **15 jours**.

Le certificat de signature doit être établi au nom d'une personne physique autorisée à engager sa société. Dans le cas contraire, une délégation de pouvoir doit être jointe à l'offre dématérialisée.

6.2 Prérequis technique nécessaire au dépôt d'un pli électronique

Afin d'utiliser la plateforme, les candidats sont invités à vérifier que leur poste de travail réponde aux prérequis techniques nécessaires. Ceux-ci sont indiqués sur le portail en suivant le lien : www.marches-securises.fr

6.3 Dépôt d'un pli électronique

Pour toutes informations sur les modalités de dépôt d'un pli électronique, les candidats sont invités à lire attentivement le site : www.marches-securises.fr

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu. Les plis sont « hors-délai » si leur téléchargement se termine après la date et heure limites. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier complet générera l'accusé réception valant attestation de dépôt.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Prenez vos dispositions en fonction de la taille de vos plis, et de la vitesse de votre connexion.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- fichiers compressés au standard .zip
- portable Document Format .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la

visionneuse de Microsoft....)

- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, ...

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Lors de l'envoi d'une réponse électronique, un mail de confirmation est envoyé au candidat par la plateforme.

En cas de difficultés pour remettre leur pli sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser à la hotline : Tel : 04 92 90 93 27.

6.4 Faculté de dépôt d'une copie de sauvegarde du pli électronique :

Parallèlement à la remise par voie électronique de leur candidature et de leur offre, il est fortement conseillé aux candidats de transmettre au Pouvoir Adjudicateur une copie de sauvegarde de leur pli électronique sur support physique électronique (clé USB ...).

Cette copie doit être parvenue (et non simplement envoyée) au Pouvoir Adjudicateur avant la date et l'heure limites de réception des plis prévues en page de garde, par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

**SPL Chartres Aménagement 14 rue Saint Michel
28000 CHARTRES**

Horaires : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (vendredi : jusqu'à 16h.)

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

SPL Chartres Aménagement
Marché de travaux d'aménagement de la rue du faubourg Saint Jean à Chartres dans le cadre de la ZAC du Pôle gare
« COPIE DE SAUVEGARDE » - NE PAS OUVRIR
Candidat :

Cette copie ne peut être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres** une demande écrite sur la plateforme, à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Une réponse sera alors adressée et inscrite sur la plate-forme, **au plus tard 8 jours avant la date de remise des offres** à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

ARTICLE 8 – RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal judiciaire de Chartre

3 rue Saint Jacques CS 80402 - 28019 CHARTRES CEDEX

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffes du Tribunal judiciaire de Chartres

3 rue Saint Jacques CS 80402 - 28019 CHARTRES CEDEX

ANNEXE : DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e)

agissant en qualité de

déclare sur l'honneur

que l'entreprise (Nom et adresse)

inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro

- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique et en conséquence :
 - n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues :
 - aux articles [222-34 à 222-40](#), [225-4-1](#), [225-4-7](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal,
 - aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts
 - ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
 - a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire
 - n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du commerce ou de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L. 653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
 - n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ou justifie d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
 - n'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou condamnée au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;
 - a, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-1 du code du travail ;
 - n'a pas été condamnée au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou, en cas de personne physique, n'a pas été condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics.
- est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou justifiera des mesures nécessaires pour corriger les manquements énoncés et établir que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Le candidat s'engage à informer sans délai l'acheteur de tout changement dans sa situation au cours de la procédure de passation du marché.

Fait à

Le

Signature